

# cerises

## la coopérative

### Grève féministe

Les puissantes vagues féministes internationales des années 2000 ont libéré la parole et fait progresser les droits des femmes. Depuis on observe une contre-offensive globale contre ce mouvement.

Trump supprime des programmes d'études universitaires sur les femmes et le genre au nom de la « Défense des femmes contre l'extrémisme idéologique lié au genre et le rétablissement la réalité biologique du sexe ». Il supprime le financement des programmes de l'OMS de soutien à la santé et aux droits des femmes. Partout dans le monde on assiste à des discours hostiles aux droits des femmes et à une réduction des protections juridiques et des droits.

### Ça peut servir !

L'Étincelle : L'info qui réjouit Le journal Reporterre, publie désormais l'Étincelle, une [infolettre mensuelle](#) dédiée aux nouvelles réjouissantes.

Au bord du Salagou, dans l'Hérault, le village de Celles renaît d'une façon originale, un demi-siècle après son abandon forcé. Aucun des habitants n'est propriétaire ni locataire, et ils y [habiteront pourtant gratuitement](#) !

Après la journée du 19 février, [le point sur travail social et écologie](#), avec le CEDIAS et le Labo de l'ESS

### Agenda militant

#### 17 et 18 mars 2026

C'est la troisième année : [les Assises sur la santé et la sécurité au travail](#), qui réunissent plusieurs centaines de personnes et des syndicalistes, se tiendront à la Bourse du travail de Paris.

#### 11 avril 2026

À Tours : [Assises du Journalisme](#)

#### 15 et 16 avril 2026

2 jours de formation en avril à Paris pour mieux connaître les difficultés du secteur associatif et pour mieux y remédier : c'est la proposition d'éducation populaire du Collectif des [Associations Citoyennes](#).

L'offensive des masculinistes et de l'extrême droite ne doit pas être prise à la légère. Elle montre que rien n'est jamais acquis et que **les forces réactionnaires sont toujours là. Elles craignent la portée du mouvement féministe car il ouvre la possibilité que toutes et tous luttent contre toute domination.**

Est-ce un signe de force ? Le bateau prend l'eau de toute part. La parution des documents liés à l'affaire Epstein et la révélation des compromissions de très nombreuses personnalités en est le révélateur.

Les « sales connes » ont libéré la parole. De Judith Godrèche à Gisèle Pélicot, les femmes n'ont pas fini de parler. En refusant le huis clôt, Gisèle Pélicot a fait de son procès une lutte féministe. Cet acte courageux d'une femme ordinaire a été possible notamment grâce au soutien de toutes celles qui ont agi contre les violences sexuelles, et qui ont fait la vague Me Too. Prendre part à cette lutte c'était permettre à d'autres de le faire pour que la honte change de camp et que s'arrêtent ces violences.

**Ce mouvement d'émancipation ne s'arrête pas à la domination patriarcale, pilier du système capitaliste qui a besoin du travail gratuit des femmes pour assurer sa pérennité.** D'où le mot d'ordre de grève féministe du 8 mars 2026, grève du travail salarié, grève du travail domestique, grève de la consommation.

Les assauts contre les droits des femmes participent d'un projet plus large contre la démocratie. Face à la progression de l'extrême droite, en France comme ailleurs, **la mobilisation féministe est aussi une mobilisation antifasciste.**

Avec nos sœurs du monde entier de Palestine, d'Ukraine, d'Iran, du Soudan, du Rojava, d'Afghanistan, du Chili, du Groenland... continuons à faire du 8 mars une journée de luttes puissantes et porteuses d'espoir.

- Sylvie Larue, Josiane Zarka

## Plus que jamais : faire front !

La mort d'un jeune pour des raisons politiques est inqualifiable. Qu'il ait été un militant néofasciste n'atténue en rien la gravité ! **Aujourd'hui en France nous pensons que la non-violence politique doit être le premier principe révolutionnaire pour combattre la brutalisation croissante des sociétés et pour sortir de la préhistoire de l'Humanité faite, d'exactions et de dominations. La défense de l'Etat de droit est la seule voie pour sa transformation radicale.** Car, la violence est dans l'ADN de toutes les mouvances d'extrême-droite dans toute leur diversité passée et présente, comme provocation, pour faire régner la peur et le chaos : 90% des violences politiques et meurtres à caractère idéologique sont le fait de l'extrême-droite ! Il est aussi moralement ignoble que politiquement mortifère de renvoyer dos à dos l'extrême-droite et l'antifascisme !!

L'implication d'un assistant parlementaire d'un député LFI dans cette rixe meurtrière est un acte aussi grave qu'imbécile. Cette faute politique c'est du pain béni pour une droite qui diabolisait déjà LFI pour mieux s'acoquiner avec un RN banalisé. Il est abjecte qu'une partie de la gauche rejoigne cette curée, et inadmissible qu'une autre tergiverse. Tout progressiste, démocrate, républicain doit avant tout se mobiliser et choisir son camp contre toute normalisation du parti des idées et des actes violemment haineux, masculiniste, racistes, antisémites et xénophobes. En 1973 F. Mitterrand et E. Maires n'ont pas hésité à soutenir Alain Krivine emprisonné après une manifestation contre une officine fasciste Ordre Nouveau.

Sous tous les gouvernements d'un E. Macron élu à deux reprises contre le RN avec des voies venues de la gauche, on assiste à une complaisance sans nom face aux agissements violents de l'extrême-droite. On ne compte plus les personnes racisées assassinées, des maires menacés de mort parce qu'ils accueillent des migrants, des permanences politiques mises à sac, des militants et syndicalistes agressés, des spectacles empêchés, sans que cela n'émeuve aucun des hauts personnages de l'Etat : Présidente de l'Assemblée Nationale, Président du Sénat, le Premier ministre ou le Président de la République. Et ça ne nous surprend même plus que les médias mainstream aient l'indignation sélective, en rajoutent et instrumentalisent l'évènement. Si ces connivences sont à vomir, du **Comité Amsterdam-Pleyel dirigés par Henri Barbusse et Romain Rolland, du comité de vigilance des Intellectuels antifascistes et le Front populaire dans les années 1930 jusqu'à aujourd'hui en passant par la résistance, la France s'est bâti une fière tradition antifasciste.** Au moment où de plus en plus de digues cèdent il faut la raviver au plus vite. A Lyon et ailleurs une partie de la jeunesse ne supporte plus que des nazillons en herbe occupent le pavé et fassent la loi dans les rues du fait de l'inaction des pouvoirs publics.

**Un sursaut populaire est l'urgence politique du moment** : nous devons toutes et tous ensemble faire front commun, prendre la mesure et contrer les périls qui se pointent à l'horizon.  
No passaràn !

● DR et MR



## L'impératif de la paix

L'agression américaine et israélienne doit cesser immédiatement ! Cette attaque sans aucun mandat international, et au moment même où des négociations entre les USA et l'Iran avançaient au dire même des deux parties, est un abominable pas supplémentaire dans la violation du droit international. Aucun peuple n'a jamais été libéré par la force et de l'extérieur. Afghanistan, Irak, Lybie, Syrie... le renversement des régimes dictatoriaux par des interventions militaires a plongé depuis des décennies les peuples dans des situations pires qu'avant et permis l'accaparement de leurs ressources. Le devenir de l'Iran est l'affaire du peuple iranien victime de la répression interne, des sanctions injustes et maintenant des bombes. Il ne doit pas servir d'alibi à cet aventurisme belliqueux irresponsable qui risque d'embraser toute la région, pendant que le régime israélien poursuit le génocide des palestiniens, et réclame un droit biblique aux territoires allant de l'Euphrate au Nil ! Ne laissons pas le néolibéralisme prédateur mener le monde au chaos.

● Le comité de rédaction

## Venezuela : L'avenir à Reconstruire

A l'initiative de Solidaires, avec la CGT et la FSU, un meeting sur « **Anti-impérialisme et libertés démocratiques depuis le Venezuela** », se tenait ce mardi 10 février à la Bourse du Travail de Saint-Denis. Y sont intervenu-e-s des représentant-es de mouvements sociaux et de syndicats vénézuéliens.



Si le format multimodal n'a pas facilité le dialogue, la qualité des interventions n'en a pas pâti. Les interventions de syndicalistes vénézuéliens auraient pu trouver un relais plus fourni de leurs homologues français, mais ont apporté des informations rarement entendues et sortent la question vénézuélienne du seul coup de force trumpiste. Certes la 'doctrine Monroe' trouve avec le fascisme interventionniste de Trump une nouvelle frontière. Et au Venezuela semble installer un « **Protectorat colonial** ». Syndicalistes et militants des droits humains ont mis en exergue la crise d'éthique au sein de l'armée du Venezuela, les choix libéraux et pro bourgeoisie de Maduro, diluant ainsi le chavisme et obscurcissant sa visée.

Maduro y a été qualifié de président illégal et illégitime mais son kidnapping jugé intolérable.

Dans un second temps, a été posée « **la solidarité internationale face à l'impérialisme US** ». Les interventions ont certes éclairé la question latino-américaine. Le coup de force trumpiste met en grave difficulté Cuba. Ce n'est pas un hasard. Les 3 invités (de l'IHEAL, CNRS ; du syndicat étatsunien SEIU et de France Amérique Latine) auraient pu cependant replacer plus fortement le Venezuela dans l'actuel mouvement de recomposition mondiale, et la pression de tous les impérialismes contre les peuples.

Une telle initiative aurait mérité une affluence plus fournie. Rappeler les luttes menées par les vénézuélien-nes est cependant tout à fait appréciable. Le mouvement internationaliste (et altermondialiste) a vraiment besoin d'un nouveau souffle pour se conforter et trouver des soutiens populaires au-delà des cercles militants.

● **PATRICK VASSALLO**

## Epstein symptôme d'une maladie incurable

Ce qui frappe le plus dans cette sordide affaire, c'est l'étendue des individu.es impliqué.es. Et ce ne sont pas monsieur ou madame n'importe qui : l'implication des célébrités du monde des affaires ou des milieux politiques -fausse gauche comprise- est frappante. Mais n'y voir que des coïncidences ou s'en tenir à « tous pourris » serait court. Dépassons la rubrique fait divers et voyons cela du point de vue de nos sociétés.

**Ce qui frappe est comment les sphères qui nous dominent se pensent au-dessus des lois, à quel point pour eux, tout est permis.** Pas seulement en France si l'on suit l'énoncé des listes des impliqués. Qu'est-ce qui peut pourrir notre monde à ce point ?

Des « gens » vivent tellement au-dessus du commun des mortels qu'ils l'étendent à toute règle commune. A force d'être dans l'ambiance de pouvoir faire mourir des régions par délocalisations, des humains par burn-out, que sont à leurs yeux les interdits que la morale et le vivre ensemble comportent ? On dira mais Jack Lang n'est pas un gros capitaliste, certes mais et une fois au pouvoir, son gouvernement s'était inscrit-dans la logique-néolibérale et quoi de plus contagieux que de se sentir au-dessus du lot, en dehors des règles de vie communes ? Autant si on remonte au siècle précédent, le « dessus du lot » vivait de l'exploitation du travail et de la nature et éprouvait le besoin que la société fonctionne, autant cette époque est révolue. Si on regarde bien les élans libertariens d'un Musk s'en prenant à toute règle collective, si on regarde bien le caractère « hors État et transfrontières » des tenants des multinationales, ceux qui dirigent le sort des sociétés se sentent tellement au-dessus d'elles qu'ils n'en font plus partie. Pour elles et eux, l'absence de règles à respecter les met déjà dans un monde qui n'est pas le nôtre. Et quoi de plus contagieux lorsque l'on en a le pouvoir que de ne rien à avoir à respecter ? Désormais ils ne font plus partie de notre monde, ils font sécession, et pour pouvoir continuer à le piller, ils en décident de son sort d'autant plus aisément qu'ils l'ont quitté et le considèrent comme un objet façonnable. Aujourd'hui le dernier obstacle à abattre est la démocratie et toute règle collective. Dès lors pour eux, quid de la pédophilie ? Des trafics financiers ?

Et nous ? Ne devons-nous pas nous dire que quand quelque chose est pourri à ce point, il est temps de les virer et de tout changer ? La meilleure défense dit-on est l'attaque eh bien **ATTAQUONS !**

● **Pierre Zarka et Daniel Rome**



# COMMENT FAIRE COMMUNE ENSEMBLE ?

Cette réflexion s'inscrit dans le projet de travailler ensemble à la construction d'alternatives réelles en rupture avec l'évolution et les choix du capitalisme mondialisé et toujours plus autoritaire. Se prolonge ainsi le débat que nous avons eu sur l'État notamment : **comment surmonter les désillusions et le sentiment d'impuissance générés par le renvoi de toutes solutions à la conquête du pouvoir institutionnel ? Où et comment faire société avec les habitants des villes, des campagnes** qui pourraient décider de produire des biens et services pour répondre à leurs besoins, au peuple de s'autogouverner.

Le communalisme propose la commune comme « **unité politique principale** » mais comment définir la commune ? Faisons-nous une différence entre communalisme et municipalisme ? **Et comment passer du local au global pour créer un écosystème politique interactif et émancipateur ?** Comment faire converger les luttes sociales, politiques et sociétales pour disputer concrètement et avec efficacité les pouvoirs verticaux toujours plus autoritaires des institutions étatiques et des affairistes ? **Nous avons conscience que changer la société implique de changer les rapports sociaux et aussi de faire émerger une culture de la production de commun. Comment faire avancer cette pratique ?**



***Bernadette Bouchard, David Hamou, Olivier Frachon, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Joseph Rabie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Sylvain Sangla, Pierre Sauvêtre, Josiane Zarka, Pierre Zarka ont participé à ce débat.***

## UN NOUVEL ÉCOSYSTEME POLITIQUE ... À PORTÉE DE MAINS ?

### 1- LES TENTATIVES DE DÉMOCRATISATION DES INSTITUTIONS ACTUELLES ONT LEURS LIMITES...

#### A propos de Barcelone

**David Hamou** fait part de son expérience : « celle d'une «observation participante», puisque je faisais partie des mouvements sociaux à Barcelone et que j'ai suivi tout le processus de «Barcelone en commun» sujet de ma thèse et du livre que je viens de publier. Expérience riche et inaugurale, avec ses portées et limites. Limites : elle n'a pas permis de changer l'institution. Ce n'était pas son objectif qui était plutôt s'emparer avec des citoyens issus des mouvements sociaux pour en changer les pratiques, y mettre de la transparence et rendre compte systématiquement des actions municipales, bref une autre manière de gouverner, à l'instar du slogan zapatiste «gouverner en obéissant» ».

**Makan Rafatdjou** interroge : « Quid du rapport de cette expérience en particulier avec l'indépendantisme catalan? Le rapport aux autres échelles n'apparaît même pas dans le «Guide du municipalisme, Pour une ville citoyenne, apaisée, ouverte» de *Barcelone en comú*, Ada Colau, Debbie Bookchin et 50 organisations municipalistes de 19 pays? »

Pour **David Hamou**, « Le passé fédéraliste en Espagne, et en Catalogne particulièrement, a été propice à la résurgence du municipalisme, mais l'expérience barcelonaise est apparue en conflit avec l'autonomie régionale, en réalité une volonté indépendantiste transcourant qui en plus visait l'instauration d'un nouvel État-nation à cette échelle. Ça lui a fait perdre pas mal de voix ».



Barcelona En Comú



Appel de Commercy

## Mouvements sociaux : dedans/dehors ?

**David Hamou** répond que : « **La grande portée de Barcelone est qu'elle a permis une déprofessionnalisation certaine de la politique** en y impliquant des militants des mouvements sociaux, et en mettant en œuvre bon nombre de leurs revendications, par exemple sur le logement, la lutte contre la spéculation et les locations meublées, la spéculation et la gentrification, la muséification de la ville et la massification du tourisme au détriment de la vie quotidienne, l'aménagement des espaces publics en fonction des usages concrets des habitants et en concertation avec eux, la municipalisation de certains services comme celui de l'eau... Autant d'avancées significatives pour les barcelonais alors même qu'auparavant la municipalité était imperméable aux revendications. Casser ce plafond de verre des luttes est peut-être une grande différence avec la France où ces dernières années les mouvements sociaux ont eu peu d'impacts au niveau institutionnel. »

Pour **Josiane Zarka**, « L'expérience de Barcelone montre que la municipalité peut bouger sous l'effet du rapport de force

**« Comme Il ne suffit pas de mettre la main sur la machine de la municipalité ».**

avec des mouvements sociaux. Mais ces derniers ne sont pas toujours pérennes, contrairement à l'institution et les acquis se fragilisent ou sont remis en cause.

**A Commercy, après des mois de luttes, les GJ créent une Assemblée citoyenne qui se veut décisionnelle et ouverte à la population.** En 2020, ils présentent une liste aux élections municipales avec comme seul « programme » de donner le pouvoir de décision à l'assemblée citoyenne ; les élus devenant « exécutants » des décisions de l'assemblée. Échec pour plusieurs raisons. Mais principalement à cause des conséquences de la délégation de pouvoir : La majorité de la population, tenue éloignée de l'exercice de la politique, est plus préoccupée par les questions de voirie et de pouvoir d'achat que par celle de démocratie. Les militants sont captés vers l'institution, décapitant l'assemblée citoyenne. Enfin, tout le monde se met à attendre ce qui se passe là-haut. »

**David Hamou** relève qu'« A Barcelone il y avait ce fétichisme du local, de la municipalité comme étant nécessairement LE lieu de la démocratie. Si les municipalités sont un lieu de proximité, elles sont aussi des institutions fortement étatiques. Il ne suffit pas de les prendre d'assaut pour faire la révolution depuis l'intérieur. Finalement, il y a eu beaucoup d'avancées à la fois sur le contenu des politiques et sur les avancées démocratiques, mais ils ont rencontré beaucoup de limites, et notamment liés à ce caractère très hiérarchique et inerte de la machine d'État. Il ne suffit pas pour le mouvement de prendre la machinerie toute



Logement Pour Toutes et tous

## « Qui est dans un territoire, est de ce territoire! ».

faite de l'état, la mettre à ses services ; comme Il ne suffit pas de mettre la main sur la machine de la municipalité et de la faire fonctionner dans un autre sens, parce que la machine de la municipalité en tant que machine étatique, elle a une matérialité propre en matière d'action et de hiérarchie. »

**Alain Lacombe** ajoute qu' « A propos de l'expérience de Barcelone, on a parlé de lien avec les mouvements sociaux ; dans une commune, il y a des mouvements sociaux, spontanés ou associatifs, et beaucoup de possibilités et même de nécessité d'organiser des espaces ouverts de réflexion : avec les jeunes les anciens, des partenaires etc. La commune est un espace vivant. Et tout cela doit se fédérer au niveau local mais aussi avec d'autres communes, d'autres territoires d'autres lieux de vie en créant des synergies. »

« Difficile de généraliser et comparer des expériences spécifiques, indique **Makan**. On subvertit toujours un déjà-là avec ses limites : un cadre juridique actuel à l'échelle nationale (cadre législatif, droit des élections, droit civil, droit de l'urbanisme...) impossible à subvertir uniquement localement. Mais ce n'est pas tout ou rien. **Une charte issue de volontés populaires peut permettre que les habitants décident et les élus ne fassent qu'exécuter des mandats précis**, même dans le cadre des institutions actuelles, des mairies au parlement. Certaines villes ont supprimé

le bureau municipal et tout est discuté et décidé par l'ensemble de la majorité municipale. Soit un premier pas de démocratisation. Oui, les mouvements s'essouffent et l'institution est pérenne. C'est le propre des institutions : perdurer par-delà ce qui change, y compris pour pouvoir assurer le changement dans la continuité, condition minimale d'une certaine efficacité. Le défi c'est comment, par les débats, les luttes et une capacité d'auto-renouvellement des mobilisations populaires. »

**Sylvain Sangla questionne** : « Comment aller vers le droit de vote des étrangers aux municipales, qui a été voté il y a 40 ans et jamais mis en application? Tout en se mobilisant y compris pour leur éligibilité, leur place dans des assemblées populaires autogestionnaires n'est-il pas un premier pas pour que leurs voix comptent? ». **Makan** complète : Qui est dans un territoire, est de ce territoire! Tous les résidents, commerçants, salariés... d'un territoire sont pleinement les habitants qui font ce territoire, les citoyens qui doivent pouvoir maîtriser son devenir global. Tout ce qui se passe dans une entreprise est pleinement l'affaire des résidents de la commune et tous les salariés sont concernés par tout ce qui se passe dans la commune (logements, services publics, commerces, transports, espaces publics...). Le mode de production capitaliste mobilise toute la société, y compris pour la prise en charge de ses «externalités», mais restreint l'accumulation du profit à la seule sphère de l'entreprise. La convergence des luttes ne peut relever que d'une auto-fédération chemin faisant pour surmonter les craintes, démontrer les intérêts communs et créer une culture politique commune de transformation. »

## **S'extirper des logiques dominantes : État, capital et divisions sociales du travail**

**David** précise que « l'articulation de la démocratie sur le lieu de travail et le lieu de vie, de l'économique et du politique, doit être au cœur de l'assemblée communale comme forme nouvelle de souveraineté. En 1936 on a vu en Espagne la démocratie syndicale autogestionnaire liée avec la démocratie communale, voire des fédérations sur les questions de l'éducation ou de la santé ».

**Joseph Rabie** relève que « Les frontières des communes, aujourd'hui concurrentes, fracturent le territoire. Il faut que «faire commune» soit un moment d'un processus plus large, Marx parlait d'une «fédération de communes», pour que le passage du local au global ne relève pas de logiques de concentration mais de coordination ».

« La proximité et le concret sont des leviers sensibles et maîtrisables, souligne **Pierre Zarka**. Pour que passer à l'étage au-dessus, intercommunalités, départements, régions... jusqu'à l'État ne soit pas facteur d'éloignement et d'impuissance citoyenne il faut faire valoir la production de communs sur tous les territoires. L'État ce n'est pas que l'État, c'est l'ensemble des appareils d'État, toutes les institutions faites à son image et fonctionnant selon ses logiques. Sortir du délégataire c'est faire des «élus» des «commissionnaires» comme disait Rousseau ».

Pour **Joseph**, « Il y a aussi le capitalisme et l'industrialisation qui ont dévasté les singularités territoriales, le nationalisme et le colonialisme qui ont accaparé le monde, et obéré les capacités parfois ancestrales de faire des lieux habitables et vivables. **Contre les logiques dominantes subies créons une**

**« On ne peut faire commun,  
faire commune,  
maîtriser notre environnement  
immédiat, que contre les systèmes  
capitalistes et étatiques ».**

**multitude de situations alternatives et sécessionnaires en dépassant des postures revendicatives, et donnant aux gens l'envie de faire au quotidien autre chose et autrement en réponse à leurs besoins? »**

**Pierre Sauvêtre** affirme qu' «On ne peut faire commun, faire commune, maîtriser notre environnement immédiat, que contre les systèmes capitalistes et étatiques. L'État c'est la colonisation intérieure des territoires et l'impérialisme à l'extérieur, et dans les deux cas la puissance par la dépossession citoyenne. Autonomie politique et socio-économique, et les enjeux écologiques, poussent à l'unité de la propriété communale du territoire au détriment de sa fragmentation spéculative par la rente. Cette autonomie invite à faire valoir les mobilisations et assemblées populaires sur les institutions qui deviendraient secondaires et exécutoires, et à libérer nos imaginaires pour inventer de nouvelles formes de gouvernementalité à toutes les échelles.(...) **De plus en plus de compétences sont déléguées aux communes et collectivités territoriales sans les moyens financiers adéquats à cause des carences de l'État. Le mur de l'argent est facteur aussi de décrédibilisation politique.** ●

## **2-SUBVERTIR L'INSTITUTION COMMUNALE, ET TOUTES LES INSTITUTIONS, DÉPASSER LE MODE REPRÉSENTATIF**

**Faut-il créer de nouvelles institutions ? Ou mettre le processus instituant au cœur du mouvement populaire ?**

Pour **Josiane**, « si l'institution communale ne peut pas être subvertie de l'intérieur, ce n'est pas seulement parce qu'elle

est hiérarchique et verticale, mais surtout parce que le rapport de pouvoir y est structurellement inégalitaire. Seuls les élus ont le pouvoir de décision. La démocratie participative ne règle pas l'absence de pouvoir réel du peuple. Des études soulignent une professionnalisation, une gentrification des équipes municipales dans les grandes ou les petites villes et une éviction de

## « Des assemblées populaires en démocratie directe pourraient s'articuler avec des instances municipales ».

fait des couches populaires. Pour que les structures en démocratie directe ne reproduisent pas les défauts des anciennes institutions, il faut faire reculer la délégation de pouvoir pour que le peuple soit l'instituant de manière pérenne, en prenant l'habitude d'élaborer et de décider. Des assemblées populaires en démocratie directe pourraient s'articuler avec des instances municipales ayant pour fonction d'exécuter les décisions de l'assemblée populaire. Au Chiapas, les assemblées communautaires, une fois les décisions prises, mandatent des « délégués » dans une instance qui est chargée de les exécuter, selon le principe « gouverner en obéissant ».

**Pierre** demande « Où se situe le point de départ de la prise d'initiative ? Est-ce que c'est à partir d'une démarche d'élu envers le peuple ou de l'irruption du peuple qui bouscule la conception représentative de la démocratie. Il s'agit alors non pas d'une simple participation du peuple mais que « les simples gens » se transforment en lieu de pouvoir. Attention : l'idéologie dominante est quelque chose qui va toujours de soi. Par habitude quoi de plus tranquilisant d'avoir de bons élus sur qui on peut se reposer. Considérer plus à quel point, par exemple, l'expression « démocratie participative » devrait être considérée comme un pléonasme. Qu'est-ce que c'est qu'une démocratie où on ne peut pas participer ? Des élus peuvent sincèrement commencer à organiser la participation citoyenne mais qui est le sujet du Verbe organiser ? Car avec le temps, ces dernier/es finissent par considérer que de là où ils sont, ils en savent plus que les gens. Donc on ne construira pas du neuf sans avoir à déconstruire ces usages. **Le problème à résoudre est bien : qui est l'instituant qui définit ce qu'il faut changer ? Brandir immédiatement une autre conception de la démocratie me semble indispensable.** Bien sûr. Il faut que ça se produise là où sont les intéressés/e. Mais si l'horizon reste local, le mouvement est tributaire de manière étouffante de l'organisation étatique des intercommu-

nalités, des régions, de l'état. Et on finit par s'auto censurer. Je vois donc l'expression communaliste comme ancrage d'une démarche collective consciemment subversive. Si on reste enfermé dans la commune qu'est-ce qu'on fait des sentiments de communauté qui dépassent ce territoire ? Qu'est-ce, qu'on fait avec les soignants ? Les cheminots ? Les enseignants, des « racisés » dont l'identité collective dépasse le cadre local. Qu'est-ce qu'on fait de Gaza ? Quid des leviers de l'économie. Autant la proximité et le concret sont pour moi des leviers indispensables, autant, il ne s'agit pas de renvoyer à plus tard la politique. »

**Makan** constate que « Toutes les échelles sont un territoire et même quand des questions ne sont pas territorialisées, comme la question des étudiants ou la question des infirmiers. N'empêche que le déploiement des services publics de la santé sont bien aussi des questions qui recoupent les questions des échelles. Donc la question, c'est comment aller vers l'autogouvernement à la fois par les luttes, les débats, à la fois dans les mouvements sociaux et à toutes les échelles de territoire que ça soit des habitants qui décident. Et que les élus ne fassent qu'exécuter. Et aller vers l'autogouvernement à toutes les échelles sur toutes les questions : compétences générales et partagées à toutes les échelles, droit à l'autonomie et devoir de coopération à chaque échelle ?

Penser global agir local doit aller de pair avec penser local agir global pour préserver la riche singularité des territoires et communautés, et la pluralité des mondes habités sur une planète unique. Il n'y a pas d'alternative à l'autonomie fédérée à toutes les échelles, de plus en plus entrelacées, en interrelation, interaction et interdépendance, permanentes. Mais cela suppose de rompre avec la logique verticale confondant entrelacement des échelles micro et macros et superposition hiérarchique de niveaux ».

Pour **Alain Lacombe** « le communalisme, ce n'est pas la commune. Ça n'a rien à voir avec la gestion hiérarchisée de la commune. Et surtout, ça ne se limite pas aux compétences attribuées aux communes. Bookchin parle de décision par assemblée citoyenne, donc la décision n'est pas entre les mains des élus. Mais ça porte aussi sur une préoccupation à tous les niveaux territoriaux, mais aussi sectoriels, sur toutes les questions de la vie ensemble : le logement, les impôts, le budget de



Barcelone Hotel de ville Août 2018

l'état et des différentes collectivités. Moi, je m'appuie sur mon expérience de maire. D'abord, nous avons créé des comités de quartier ouverts à la population. A partir de là il y a des partenariats à construire avec d'autres quartiers, d'autres communes, avec l'état, avec le monde économique. **A partir d'espaces les plus ouverts possibles il s'agit de rattacher toutes les problématiques qu'on soulève, à l'ensemble des compétences, à l'ensemble des aspects de la vie.** C'est ça qui permettra de créer cet écosystème politique, transformateur de la société. L'activité municipale peut aider à expérimenter cette démarche communaliste ».

**Olivier Frachon** souligne que « L'indispensable aménagement à grande échelle d'infrastructures relevant de l'intérêt général pose à la fois la question de l'autorité à grande échelle, aujourd'hui l'État et personne d'autre, et de l'expertise nécessaire à leur conception? Les lignes électriques, les barrages, les voies ferrées... ne peuvent résulter de la somme des décisions autonomes des communes ».

« A propos de la conception de la démocratie, **David** pense qu'on peut aussi se méfier du terme de démocratie participative. Ce que disait Pierre est intéressant : qui est le sujet instituant ? Dans le cas de la démocratie participative, le sujet instituant, ce n'est pas le peuple, ni les gens, c'est l'État lui-même ».

**Pierre Zarka** rappelle que « Pendant deux années, de 1793 à 1794. La France n'a pas fonctionné sur la base de la démocratie représentative. Il y avait des assemblées locales. Elles prenaient une question et envoyaient des commissionnaires au niveau national. Pas des représentants, des Commissionnaires, avec un mandat impératif. La démocratie représentative, nous la devons à des monarchistes Thiers et Mac Mahon. Ce qui la rend un peu suspecte. Dans notre commune, nous avons créé ici un conseil d'habitants qui a fonctionné avec la mairie, mais à force de dire : « C'est la mairie qui a les compétences », le conseil d'habitant s'essouffle. Je crois que la dimension subversive ne peut pas être posée simplement en fin de parcours ».

## Réappropriation populaire de la politique, nous sommes experts de nos vies

**Pierre Sauvêtre** complète: « C'est l'esprit du communalisme du mouvement ouvrier au XIXème siècle : penser la révolution sociale et politique autour de la commune comme nouvelle base d'une réorganisation globale de la vie et du travail, la commune socialiste ou communiste comme solidarisation des métiers et différentes fonctions indispensables à nos vies, communauté de destin, de production et de consommation, et à l'aune des enjeux écologiques, d'écosystèmes de subsistance et de territoires existentiels ». Et **Sylvain Sangla** : « Lefebvre dit que ce qui lui semble intéressant dans le concept d'autogestion, c'est que c'est à la fois le but et le moyen. Ça veut dire qu'on apprend en marchant, que les divers comités se font aussi dans le processus. Ça l'amène à mettre en critique et en interrogation le concept même de révolution. Dans la révolution classique (léniniste) Il y a un problème entre les fins, les moyens. Il se méfie beaucoup du concept de participation justement parce que la participation est très vite encadrée de façon étatique. Et tant que les comités, les groupes n'ont pas le pouvoir réel, on n'est pas vraiment dans l'autogestion. Tant que c'est pour faire des choses qui ne coûtent pas grand-chose les municipalités sont ouvertes, mais quand il s'agit de faire des projets coûteux. Là, on voit le « mur de l'argent ».

**Olivier Frachon** alerte: « **Attention à ce que la notion de communalisme ne nous fasse pas oublier l'entreprise. C'est un lieu où la société se structure.** Il y a des décisions qui sont prises à une échelle supérieure, la région, voire national, ou à des professionnels qui demandent une expertise, et je pense que ça nécessite forcément à un moment donné de la délégation de pouvoir ». Et **Pierre Zarka** de répondre: « Je suis d'accord que la vision locale ne suffit pas. Je ne serai jamais médecin. Et je suis donc incapable de définir comment

**« Dans la révolution classique (léniniste) Il y a quand un problème entre les fins, les moyens ».**



Barcelone Août 2018

soigner le cancer. Mais je suis comme citoyen capable de réagir si on me dit qu'on peut le soigner. J'interviens alors comme citoyen ; j'écoute ce que disent les spécialistes, mais je ne délègue pas le pouvoir de décider que, dans le budget général, il y a la lutte contre le cancer ».

« Oui, attention à ne pas sombrer dans une république d'ingénieurs au nom de la compétence », insiste **Sylvain Sangla** . Pour **Makan**, « Quelles que soient la professionnalité, -je parle en tant qu'architecte urbaniste-, pensons-nous vraiment que nos disciplines sont neutres, idéologiquement ? Pas seulement vis-à-vis du capital. La neutralité axiologique des savoirs est à interroger. Il n'y a pas d'expertise qui ne puisse pas être traversée par le débat démocratique et citoyen. Le fait de cheminer ensemble transforme chacun, y compris l'expertise ; ça nous transforme sur les finalités ».

« Le communalisme, souligne **Pierre Sauvêtre**, ce n'est pas s'emparer d'un pouvoir tel qu'il existe, c'est construire ensemble de nouveaux pouvoirs en commun. Le nouvel écosystème politique ne peut réussir sans l'inclusion de l'économique

comme champs de lutte et d'appropriation collective. En fait il faut plutôt aller dans le sens de qui est l'instituant. Et du fait que **ce nouvel écosystème politique pourrait consister dans de nouvelles institutions politiques, de nouvelles institutions démocratiques, dont l'assemblée communale populaire de démocratie directe pourrait être l'un des éléments.** Dans le communalisme il y a cette idée que l'institution politique de base, c'est l'assemblée populaire de démocratie directe distincte du conseil municipal. Le régime représentatif, c'est un régime qui passe par l'acte d'élection, l'acte d'élection, c'est un acte qui légitime des représentants qui sont censés exercer le pouvoir à la place du peuple. Je pars plutôt de l'idée que ce régime représentatif est

**« Il s'agit de remplacer le régime représentatif par un régime dans lequel on a des institutions de démocratie directe ».**



28 mars 1871 La Commune de Paris est proclamée

un régime qui dépossède la majeure partie de la population de la décision. Et donc ce qu'il s'agit de penser, c'est des institutions qui rendent ce pouvoir au peuple, qui rendent la capacité de décider à la population et l'assemblée populaire de démocratie directe a été conçue par les communalistes dans le but de permettre au peuple de se réapproprier le pouvoir. Il s'agit de remplacer le régime représentatif par un régime dans lequel on a des institutions de démocratie directe. Et cela a pas mal d'implication, notamment au niveau stratégique. Bookchin avance notamment l'idée qu'on peut attaquer les choses par les municipales. On va gagner les municipales et ensuite on va remplacer le conseil municipal par une assemblée populaire de démocratie directe pour montrer qu'on peut faire de la politique autrement que le peuple peut se réapproprier le pouvoir, en commençant par la commune. **Si on a l'idée du communalisme comme quelque chose de social et politique, ce qui va être davantage déterminant c'est d'abord de construire la commune comme communauté de production et de consommation.** Ça correspond plutôt aujourd'hui à l'idée des communs et à l'idée qu'il faut s'assembler pour trouver d'autres modes de solidarisation du travail et des fonctions économiques ».

**« Aller dans des interstices territoriaux pour créer des lieux où on peut travailler sur toutes sortes de choses locales ».**

Pour **Bernadette Bouchard**, « nous ne voulons plus voter pour des gens qui vont faire le travail à notre place, où pendant 6 ans ils font ce qu'ils veulent. Mais nous voulons faire le travail qui nous concerne. Le problème, c'est comment on gère ça, comment on fait pour qu'une assemblée de gens qui veulent bien s'occuper de la commune puisse y être. Ce n'est pas nous qui décidons, je ne sais pas comment expliquer ça, c'est le système qui veut ça, alors il nous faut changer tout le système ». Oui, approuve **Daniel Rome**, avant la Révolution française, il y a eu les fameux cahiers de doléances fortement écrits par les communautés locales. Plus récemment l'appel de Commercy où les gilets jaunes ont essayé de mettre en mouvement une nouvelle pensée de la démocratie et justement qui travaille le paradoxe que Pierre soulevait : peut-on élire un conseil municipal et dire ensuite que c'est nous qui décidons. Donc ça pose effectivement la question d'un nouveau fonctionnement démocratique, Pierre Sauvêtre a eu raison de rappeler 1793 puis la Commune de Paris. Or il n'y a aucune force politique ou syndicale, qui a essayé de promouvoir un autre fonctionnement y compris dans le milieu associatif. Comment repenser la démocratie ? **La grande difficulté, c'est que comme depuis 200 ans, on est imprégné de démocratie représentative et qu'en plus le néolibéralisme ce n'est pas simplement un système économique,** mais un système qui essaye de travailler notre intime, notre rapport à nous-mêmes et au monde. Il va falloir de sacrés efforts politiques et pratiques pour qu'on puisse inverser la tendance et réfléchir à faire du déjà là ou des déjà maintenant ».

**Joseph Rabie** « voudrait introduire la question du territoire. Contrairement aux idéologies, Le territoire, c'est du réel. Et en même temps le territoire, le terrain c'est du réel, c'est là où on habite, c'est là où on prend soin de nous-mêmes et de la terre, et tout ce qui nous entoure. Donc la question, c'est comment on peut utiliser le territoire. Aller dans des interstices territoriaux pour créer des lieux où on peut travailler sur toutes sortes de choses locales : la manière de manger, ce qu'on va cultiver, ce qu'on va utiliser pour construire les artisanats, les questions hydrographiques, etc. Et c'est pour ça que je fais référence à cette idée déjà assez ancienne de la biorégion comme une manière de voir comment on localise à travers ce qui particularise ».



Au Rojava des communes de démocratie directe ont été mises en place

### 3- QUELLES PISTES CONCRÈTES POUR UN NOUVEL ÉCOSYSTÈME POLITIQUE ?

**S'emparer de tous les sujets en fédérant des espaces (entreprises et territoires) et/ou en construisant des assemblées citoyennes.**

**Pierre Sauvêtre** se sent « plus proche du communalisme, du mouvement ouvrier français parce qu'il a pensé le communalisme à travers l'idée d'une révolution sociale et politique. » Il replace notre réflexion dans l'histoire : 1848 et son mot d'ordre de former une République démocratique et sociale, creusée par le mouvement ouvrier entre 48 et 71. (...) Le communalisme du 19e siècle c'est d'abord la révolution sociale, avec aussi tout un débat sur l'État, appelé le gouvernement direct du peuple ». Dans le communalisme, se greffent ces deux idées de la commune comme communauté de production et de consommation.

**Alain Lacombe** précise que dans le communalisme, la cellule de base est la commune. Les assemblées citoyennes valent sur tous les aspects de la vie ensemble et le communalisme est un projet politique de transformation globale non restreint à l'espace administratif de la commune. Joseph Rabie relève que dimension territoriale, et fabrique territoriale sont irréductibles à d'autres. Comme le dit Makan c'est une compétence anthropologique fondamentale de l'humanité, aliénée par l'industrialisation dans le domaine écologique, du capitalisme et du libéralisme. Cette multiplicité des échelles, (indique Makan), les impactent entre elles.

Pour **David Hamou**, il importe de renforcer les institutions d'autogouvernement, d'expérimenter depuis les institutions publiques, par exemple, une gestion démocratique du service d'eau ou des sessions d'usage, comme pour les squats barcelonais où la mairie prend en charge les travaux, mais laisse une autonomie complète pour la programmation dans ces lieux.

Dans une vision du commun mondial, **Makan** cite les questions alimentaires, où les nations sont encore du local par rapport à soit d'autres échelles plus globales, soit à l'échelle globale/planétaire où il reste à fabriquer du commun.

**Pierre Sauvêtre** propose dans ce nouvel écosystème politique de constituer de nouvelles institutions dont l'assemblée communale populaire de démocratie directe pourrait être (...) l'institution politique de base ». Si le communalisme est

**« Construire la commune comme communauté de production et de consommation. Ça correspond plutôt aujourd'hui à l'idée des communs ».**

social et politique, « en fait, ce qui va être davantage déterminant c'est d'abord de construire la commune comme communauté de production et de consommation. Ça correspond plutôt aujourd'hui à l'idée des communs ».

**Joseph Rabie** interroge ce qu'est le local. Avec toute la limitation des frontières municipales qui sont souvent extrêmement fracturées par rapport au territoire. Et **Josiane Zarka** : comment on fait reculer la dépossession du peuple. (Pour **Daniel** : plutôt comment les classes populaires sont déposées).

Pour **Makan** « **Qu'est ce qui empêche dès maintenant que nos élus qui « souhaitent » nous représenter soient plutôt nos mandataires ?** Une charte, volontaire, les engagerait à « ne pas dire : pendant six ans, le conseil municipal et les bureaux municipaux décident, etc. Et mettre en place des assemblées populaires ? » Le communalisme, des pratiques d'autogouvernement, d'autogestion, amèneraient à changer la nature même des pouvoirs : passer des pouvoirs 'sur', de domination et d'aliénation à des pouvoirs de faire qui sont des capacités *d'empowerment*, et d'émancipation de chacun/ne.

**Joseph** appelle à « réinventer un militantisme d'aujourd'hui dans les localités, les entreprises et les syndicats, (...) les services publics et l'environnement », ces démarches permettraient d'élargir, de politiser et peut-être de fédérer des luttes. De même, on peut faire localement en subissant moins d'emprise avec la satisfaction de faire nos propres aliments, dans nos potagers, nos propres artisanats, etc. ». Ce qu'appuie **Josiane** : « Il faut sortir du caractère parfois catégoriel et « activiste » des mouvements sociaux. Réinventer un « militantisme » qui crée des liens multiformes avec les citoyens notamment dans les localités, comme avaient commencé à le faire les Gilets Jaunes. Sur les questions « vitales » de services publics et de l'environnement, ces démarches permettraient, au niveau local, d'élargir, de politiser et faire converger (au sens de dénominateur commun) des luttes qui pour l'instant sont éparpillées comme les Soulèvements de la terre, les collectifs « nos services publics », les expérimentations sécu alimentation, logement, les associations de défense de la santé et la Sécu... »

**« Le mouvement féministe questionne les tâches reproductives, donc pas seulement la fabrication des biens ».**

**Intérêt général et intérêts particuliers : quels liens ?**

**Makan** part de ce qui est existentiel pour chacun et qu'il faudrait développer à toutes les échelles. Pour **David**, « autogérer amène à dépasser la question : d'un côté, la production et de l'autre la politique, notamment du fait de la perte de centralité de la sphère productive dans nos économies. » Le mouvement féministe questionne les tâches reproductives, donc pas seulement la fabrication des biens.

**Alain Lacombe** fait état d'un projet issu de comités de quartier ouvert avec groupes de travail, réunions sur place et évaluation après six mois. L'expérience a permis de bien faire le lien entre l'intérêt général et l'intérêt particulier. Prendre en compte les intérêts des uns et des autres permet d'avancer. Développer une société communaliste suppose de concevoir autrement les relations entre les gens, réfléchir aux questions d'environnement, de respect de la nature, des autres espèces, mais aussi entre les humains, Un territoire, c'est celles et ceux qui résident, les salariés et les commerçants. « Et ils ont autant leur mot à dire ».

La démocratie dans l'entreprise, pour **Olivier Frachon**, ne peut se limiter à ce que les salariés/es décident de l'organisation du travail et de sur quoi ils travaillent. **Ce qu'ils produisent intéresse aussi la société, dans son ensemble, fait débat sur ce qu'on produit y compris sur la façon de produire. Déterminé à différentes échelles par des assemblées populaires, l'intérêt général a des dimensions contradictoires et conflictuelles normales,** précise **Makan**. **Joseph** définit « la biorégion comme une manière de voir comment on localise à travers ce qui particu-



Barcelone Site Olympique Aout 2018

larise les lieux ». C'est une alternative à la « standardisation du monde. ».

Pour **Pierre Sauvêtre**, « cette idée de l'autonomie de la commune avait pour but de limiter très fortement, si ce n'est de liquider le pouvoir de l'État central. ». « **Ce communalisme ravive l'autonomie politique des communes. A doubler avec une autonomie socio-économique en posant la question de la propriété communale du territoire.** »

## Construire du commun : l'importance du dissensus

Le dissensus est important pour construire du commun. L'intérêt général n'est pas que la somme des intérêts particuliers. La démocratie c'est l'accès à la responsabilité. Que tous/tes puissent comprendre les enjeux pour pouvoir décider ensemble et construire du commun. **Makan** relève que l'autogouvernement, c'est l'ouverture de débats citoyens: et des pratiques qui permettent de fabriquer du commun dans le consensus, comme dans le dissensus.

**Alain** insiste sur la mobilisation de l'ensemble des compétences, sur tous des aspects de la vie pour créer cet écosystème politique, transformateur de la société.

Pour **David** « le renouvellement de la démocratie n'est pas passé seulement par des procédures de type budget participatif » « Mais plus par une rénovation du conflit politique ».

**« La démocratie c'est l'accès à la responsabilité ».**

**« L'importance de la péréquation qui amène des choix dépassant la vision locale pour « correspondre à la vision globale ».**

**Alain** revient à son expérience de maire. « **lorsque des conflits surgissent, dans des tours par exemple où des quartiers, il peut y avoir des situations chaudes, lorsqu'on rassemblait les gens, la communauté de la tour, il ne fallait pas venir avec des solutions fabriquées avant. Il fallait commencer par écouter le dissensus s'exprimer.** » « Après de premiers moments chauds, les choses se mettent en place ». Et face à l'incontournable d'organiser leur vie ensemble, on arrive à des solutions neuf fois sur dix ». « Je me réfère à l'arbre à palabre cher aux africains : s'il y avait un conflit, ils se réunissaient sous l'arbre à palabres et discutaient jusqu'à ce qu'ils trouvent une solution. Et pas par victoire de l'un sur l'autre ». **Makan** souligne que cette diversité ne passe pas par le tamis des partis et institutions. **Olivier** précise l'importance de la péréquation qui amène des choix dépassant la vision locale pour « correspondre à la vision globale ». Que Joseph définit par «la manière que nous demeurons sur terre, en accueillant ou en excluant, en accaparant ou en partageant »

## La démocratie comme accès à la responsabilité de toutes et tous

**David** a suivi à Barcelone « les squatters qui sont arrivés au pouvoir du jour au lendemain, donc je les ai suivis dans l'exercice du pouvoir », ils se sont rendu compte que c'était beaucoup plus difficile qu'ils le pensaient de transformer radicalement cette machine municipale ». A quoi **Joseph** rétorque que (l'institution communale) « est impropre aux changements radicaux. (...) **Le principal terrain de lutte, c'est comment on fait reculer la délégation de pouvoir**, celle qui est à l'origine de tous les problèmes. Et c'est au peuple lui-même de créer des espaces ».



Pour **Alain**, « c'est bien l'assemblée citoyenne qui doit décider, (...) sur tous les aspects de la vie ensemble ».

**Pierre Zarka** a conscience qu'un tel « processus inscrit dans la durée », qu'« Il n'y a pas de processus sans but » et complète : « La démocratie, c'est « la capacité des ignorants à comprendre les enjeux » » donc c'est l'accès à la responsabilité. Et « il y a du déjà là en germe ». Dans la démocratie économique comme dans la démocratie politique complète **David**, qui pense qu'il faut creuser ces deux options ensemble, citant à l'appui la République espagnole de 1936 et ses structures fédéralistes de gestion.

**Pierre** ajoute qu'à « la vision locale » il faut ajouter un « esprit de responsabilité et du sens collectif », distinguant intervention en tant que citoyen et paroles de spécialistes pour définir les choix collectifs.

**« construire des communs, c'est essayer de construire des activités dans lesquelles les classes populaires sont incluses ».**

**Sylvie Larue** témoigne d'une « pratique d'assemblée générale et de façon de fonctionner, qui permet une certaine forme de démocratie directe. Et ça veut dire l'exigence aussi que ceux et celles qui participent se sentent complètement partie prenante des décisions qui sont prises ».

Pour **Daniel**, « Il y a une lutte de classe acharnée. Et en France et à l'échelle européenne et à l'échelle mondiale. Travailler la

question du communalisme ou de l'écosystème qui transforme le système actuel mettra en face de nous des gens qui vont riposter de manière furieuse et violente. »

**Pierre Sauvêtre** précise que « construire des communs, c'est essayer de construire des activités dans lesquelles les classes populaires sont incluses pour satisfaire des besoins essentiels »

## Sans temps démocratique, comment s'en sortir ?

Veiller à ce que « les uns et les autres nous puissions disposer d'un temps démocratique », alerte **Makan** ; A quoi **Pierre** ajoute « l'attention à une espèce de chronologie. Premièrement, le local. Deuxièmement, le départemental, troisièmement, la région. Et quand on arrive au quinièmement, on arrive à l'état d'épuisement ». **Olivier** complète : « Il y a des choses qui nécessitent le temps de l'appropriation, de la compréhension ». On peut prôner « la reconnaissance d'un temps citoyen, qui est un temps politique, qui permet à chacun/e de s'investir dans des assemblées populaires et ne pas se restreindre à la dimension délégataire » (**Makan**). **Pierre Sauvêtre**, cette discussion est importante pour nourrir « l'idée des institutions qui doivent être mises en place absolument avec la participation des classes populaires pour éviter l'habituelle prépondérance

**« Qui permet à chacun/e de s'investir dans des assemblées populaires ».**

des catégories supérieures. («Les mouvements égalitaires se concrétisent en société égalitaire »).

Michèle Riot Sarcey, se souvient **Daniel**, disait que la démocratie demande du temps, et donc effectivement, il faut libérer du temps. Et faire reculer simultanément la dépossession des couches populaires, Voir ce qui se passe dans les assemblées générales. ●

**Ce dossier est la synthèse par la rédaction de Cerises la Coopérative d'une table-ronde organisée en 2 temps, les 12 et 17 février. Il est complété par une dizaine de contributions (dont un entretien paru dans le Saint-Denis Blog).**

**Toutes les contributions et les débats dans leur intégralité sont sur [le site](#). Ce sera un jalon, avant d'autres, vers cette construction d'un**

**NOUVEL ÉCOSYSTÈME POLITIQUE**



## Pour un nouveau communalisme Les communes au cœur de la révolution citoyenne

Ce livre propose une relecture du rôle des communes dans la société française. Pour les auteurs, le néolibéralisme a réduit la capacité d'action des collectivités locales et creusé les inégalités. Ils plaident pour une relance d'un projet stratégique intégrant démocratie participative, planification écologique et biens communs. Pointe dans le livre le concept de « nouveau communalisme. Nous nous demandons si le livre n'est pas davantage une stratégie électorale qu'un véritable projet de transformation radicale des structures sociales ? Essai politique avec des références intéressantes comme celles de David Harvey l'ouvrage remet au centre des débats la question des collectivités locales comme espace de transformation civique et sociale. Il ouvre des pistes pertinentes pour penser l'action municipale au-delà de la simple gestion administrative. Cependant, son fort ancrage partisan peut être vu comme des limites si l'on cherche une analyse plus conceptuelle du sujet. Pour les lecteurs/ces sensibilisés/es aux projets politiques de gauche radicale, l'ouvrage est riche d'idées. En revanche pour une approche plus critique ou pluraliste du communalisme, il faudra peut-être le compléter par d'autres lectures sur le sujet, notamment les livres de David Hamou et Pierre Sauvêtre.

### ● Daniel Rome

*Pour un nouveau communalisme, Les communes au cœur de la révolution citoyenne*, Editions Amsterdam, Cécile Gintrac- Manuel Menal- Allan Popelard- Antoine Salles-Papou, Novembre 2025, 216 p., 12 €



## De la rue à la mairie

Penser le « municipalisme » comme stratégie de transformation réelle montre que le municipalisme est une stratégie politique concrète : investir les institutions municipales pour transformer l'action publique de l'intérieur. L'auteur propose une réflexion politique des conditions de cette transition, plutôt qu'un discours militant abstrait. Il prend l'exemple d'Ada Colau maire de Barcelone. Le cas de Barcelone est central. Ancienne militante du droit au logement, Colau devient mairesse en 2015 via la plateforme citoyenne Barcelone en commun. Ce parcours permet d'analyser comment un mouvement social accède au pouvoir, ce qui change (et ce qui résiste) une fois dans l'institution, ainsi que les rapports conflictuels entre une collectivité locale et l'État central. Il met en lumière la difficulté de maintenir une participation citoyenne réelle, le risque de professionnalisation des militants devenus élus, les compromis nécessaires pour gouverner. Il évite l'enthousiasme naïf et montre comment la transformation est partielle, conflictuelle et négociée. Le livre participe à un débat plus large face à la crise de la démocratie représentative le local devient un laboratoire politique. L'auteur suggère que la proximité favorise l'expérimentation démocratique, les villes peuvent devenir des contre-pouvoirs et le municipalisme permet de reconnecter action publique et mobilisations sociales.

### ● Daniel Rome

*De la rue à la mairie*, David Hamou, Editions Maison des Sciences de l'Homme, Janvier 2026, 280 p., 13€

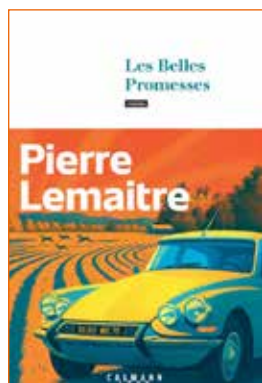


## Zones, là où les riches font sécession

Attention : danger ! 8 reportages illustrent la volonté politique sécessionniste, théorisée, développée et mise en œuvre par les néoconservateurs, néo-réactionnaires et autres anarcho-capitalistes, symptomatique de ce que Q. Slobodian a caractérisé par la fragmentation des sociétés inhérente au « capitalisme de l'apocalypse ». Leur objectif d'une accumulation accélérée et sans limite du profit et de la rente, au cœur de la nouvelle phase d'un néolibéralisme mondial plus débridé que jamais, entend se défaire de plus en plus de toute contrainte de la démocratie politique et sociale pour organiser directement leurs intérêts exclusifs dans des territoires sous contrôle. Lichtenstein, Monaco, Gujarat, City de Londres, Villa Montmorency à Paris, Saint-Tropez, ou encore l'Automobile Club de France, sont autant d'exemples emblématiques d'espaces d'échelles et de statuts fort variés où se déploient et s'épanouissent des logiques diverses mais convergentes d'accaparement et d'entre-soi portées à leur extrême. Parallèlement à la généralisation et à la normalisation de « l'État d'exception » où le néolibéralisme autoritaire veut anesthésier et annihiler toute possibilité de maîtrise démocratiques, se multiplient sous nos yeux des « lieux d'exception » visant à un véritable démembrement et morcellement des unités territoriales de la souveraineté, pour mieux dépecer la possibilité même de toute unité politique pouvant lui résister.

### ● Mekan Rafatdjou

Mediapart : *Zones, là où les riches font sécession*, Éditions Divergences, 2026, 100 p., 13 €



## Les Belles Promesses

Quels liens entre Jean alias Bouboule héritier de la famille Pelletier, propriétaire des magasins Dixie (magasin de prêt à porter bon marché...) et actionnaire de la BTPP (société de construction du périphérique parisien) et Manuel Ramos, fils de réfugié espagnol fermier de son état, qui se lance dans la création d'une coopérative laitière et doit faire face à la concurrence de la puissante Fédération laitière ?

Après *Le grand monde*, *Le silence et la colère*, *Un avenir radieux*, Pierre Lemaitre plonge les membres de la famille Pelletier dans un univers plus proche de nous, celui de la fin de ce que certains ont appelé les Trente Glorieuses : le chantier du périph' parisien, l'exploitation des ouvriers, les expulsions des familles populaires, le remembrement, la concentration des exploitations agricoles, la crise du lait, la guerre d'Algérie...

Bouboule c'est aussi la face sombre du personnage, un meurtrier impulsif. Des femmes tuées de manière sauvage, des meurtres non élucidés depuis des années. Mais cela ne peut durer éternellement... Son frère François mène l'enquête.

Et Geneviève, personnage central, femme de Bouboule, acariâtre, mesquine, ambitieuse, prête à tout pour briller, une bourgeoise médiocre dont l'auteur se fait un plaisir de nous la faire détester.

### ● Sylvie Larue

*Les Belles Promesses*, Pierre Lemaitre, Éditions Calmann-Lévy, Janvier 2026, 512 pages, 23,90 €



## Le livre de Kells

Un ami envoie à Sorj une carte postale représentant le livre de Kells, un chef d'œuvre du catholicisme irlandais. Kells deviendra le pseudo de Sorj. L'auteur avait déjà publié *Enfant de salaud*. Là il poursuit son œuvre autobiographique. C'est l'histoire d'un jeune adolescent obligé de fuir l'enfer familial, un père violent qu'il appelle l'Autre. Le livre de Kells est une histoire de vie entre 1970 et 1973 faite de fuites, de galères, de mendicité mais aussi de belles rencontres, de rêves d'un monde meilleur. Dans ces rencontres il y a l'engagement politique, la Gauche prolétarienne un mouvement maoïste créé à l'automne 68 par Benny Levy et auto-dissous en 1973. Ce mouvement politique créera le journal *La Cause du peuple* avec Jean-Paul Sartre. L'auteur nous raconte aussi son engagement en aidant des familles immigrées à Nanterre, les violences policières, les manif coup de poing contre l'Ordre Nouveau et le GUD, la prise en compte du féminisme dans les luttes, la mise au pas des contremaîtres dans les usines qui s'asseyaient sur la dignité des jeunes ouvrières. Ce livre relate aussi ce moment où une partie de l'extrême-gauche envisageait la lutte armée à l'instar de leurs compagnons de lutte en Italie ou en Allemagne. L'auto-dissolution a réglé la question. Ce roman écrit avec beaucoup de tendresse est un témoignage poignant, une immersion dans les années 70 autour d'un idéal qui s'est poursuivi pour l'auteur à la rédaction du jeune Libé.

### ● Daniel Rome

*Le livre de Kells*, Sorj Chalandon, Éditions Grasset, Août 2025, 384 p., 23€.



## Qui père gagne

Cicéron n'est pas au bout de ses surprises, cet enquêteur né de père inconnu, se disait-on. Surprise aussi que la maîtresse de son pote et « collègue ». Surprise du commanditaire, de ces commerçants aux drôles de chinoïseries (pas si pieux que cela ?)...

Il y a au moins une enquête dans ce polar breton qui donne de la banlieue une représentation qui étonnera plus d'un/e régional/e du terroir ! Les affaires de famille n'y font pas toujours les affaires des banquiers. Ni des notaires d'ailleurs ! On goûtera quelques digressions.

On retrouve avec plaisir Cicéron, Momo, René et le commissaire Saint-Antoine, ainsi que Vaness', Monique, Brigitte et Carolina. Tout un monde L'intrigue est suffisamment pleine de suspense qu'on a bien du mal à fermer le livre une fois commencé.

L'écriture de cet auteur est assez jubilatoire et gouailleuse. On y trouvera un air de San A ou du Poulpe. L'auteur, banlieusard pur jus, livre ici son 5<sup>e</sup> titre d'une série d'enquêtes plutôt humoristiques. Il introduit dans ses récits des dialogues avec le/la lecteur/lectrice, voire avec lui-même.

Aux mêmes éditions bretonnes on retrouvera Gérard Lefondeur et quelques auteurs bretons dont les livres sont arrivés aux réalités populaires.

### ● Patrick Vassallo

*Qui père gagne*, Cicéron Angledroit, Palémon éditions, 2016, 248 p., 10€



# CULTURE, COMMUNE, FRONT POP

2 éclairages sur un rayon culturel issu de deux évènements phares du mouvement ouvrier : la Commune de Paris 1871 et le Front Populaire de 36. Pour mémoire et par héritage...

## AH LES BEAUX JOURS...

*La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert. André Malraux*

Il y a 90 ans le Front populaire gagne les élections législatives en mai 1936, victoire suivie par des grèves importantes dans le pays avec occupation d'usines pour obliger le gouvernement à mettre rapidement en œuvre le programme pour lequel il avait été élu notamment les congés payés et la semaine de 40h. Sur le plan culturel et sous l'impulsion de Jean Zay ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts Le Gouvernement du Front Populaire (SFIO et Parti Radical) soutenu par le jeune Parti Communiste propose des réformes qui marqueront durablement le secteur de la culture et de l'Éducation, grâce aussi à la détermination de la CGT et du mouvement associatif.

**Le Front Populaire montre une volonté forte à démocratiser et moderniser le système scolaire.** Les réformes engagées visent à corriger les inégalités sociale. Le Gouvernement de Front populaire prolonge la scolarité obligatoire de treize à quatorze ans, limite à trente-cinq le nombre d'élèves par classe, rend l'éducation physique obligatoire, généralise la médecine préventive pour les étudiants et crée un Comité supérieur des œuvres sociales en faveur des étudiants. Il dépose un projet de loi créant une École nationale d'administration qui ne verra le jour qu'après la guerre ; Le Front Populaire créé le Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Le mi-

nistre donne l'impulsion à la création du musée d'Art moderne et du musée national des Arts et Traditions populaires. Il dépose aussi un projet de statut du cinéma français et prépare pour septembre 1939 le premier festival de Cannes. Les nombreuses réformes dans le domaine de l'éducation concernent l'unification du primaire, l'obligation scolaire (qui passe de 13 à 14 ans), de nouvelles instructions pédagogiques qui invitent déjà aux méthodes actives et novatrices, au développement de l'éducation physique, au recours à des classes transplantées ; il contribue au développement de la recherche pédagogique, permet l'accès aux bourses, installe les prémices des services



**La belle équipe**, Film réalisé par Julien Duvivier

À la fin des années 1930, cinq ouvriers parisiens Jean, Charles, Raymond, Jacques et Mario, réfugié espagnol menacé d'expulsion, souffrent du chômage et autres difficultés. Ils achètent ensemble un billet de la loterie nationale et gagnent le gros lot. Ils achètent ensemble une maison sur les bords de Marne pour la transformer en guinguette.

d'orientation et l'accroissement de la formation des enseignants et de leur nombre... Il réforme le droit d'auteur pour protéger la propriété intellectuelle.

**L'action du Front Populaire au service de la culture et des Beaux-Arts « pour tous » est remarquable :**

Création du Musée de l'Homme et du Musée d'Art Moderne, réorganisation des théâtres nationaux. Il décide d'ouvrir les musées aux humbles, aux personnes modestes, qui souvent ont commencé à travailler dès l'âge de 13 ans après l'obtention du « certif » car il sait que le peuple n'est pas insensible à la beauté et à l'art. C'est une période où la CGT et les partis de gauche organisent des universités ouvrières pour permettre au peuple d'accéder à la connaissance et aux Beaux-Arts. Le Front Populaire reçoit le soutien de nombreux artistes. Il ouvre la Comédie française et l'Odéon à de jeunes metteurs en scène. Edouard Bourdet accepte de relever le défi, il est aidé dans sa tâche par des metteurs en scène très originaux pour l'époque : Baty, Copeau Dullin et Louis Jouvet. Cette démarche politique ouvrira quelques années plus tard à la création du festival d'Avignon sous l'égide de Jean Vilar. Le Front Populaire

encourage par ailleurs le principe des bibliothèques mobiles (les bibliobus) et des « loisirs dirigés » à destination des élèves le samedi après-midi. Il finance des projets pour développer le cinéma scolaire et permettre aux élèves d'acquérir une culture générale plus étendue. Des décennies plus tard nous avons tous connus les ciné-clubs dans les collèges et lycées. Il posera les bases, sans en être à la mise en œuvre du Festival de Cannes qui devait voir le jour en 1939 et qui sera finalement créé en 1946.

Pour conclure on ne peut que constater l'écart entre la politique culturelle du Front populaire avec les choix politiques menés depuis 25 ans, où au fil des ans la Culture devient le parent pauvre des choix budgétaires, un outil de rentabilité immédiate pour le Capital et plus récemment la culture complètement massacrée depuis 2017 et plus particulièrement par la dernière ministre en date qui s'échine à appliquer des choix dignes de Donald Trump.

● Daniel Rome



Une séance du Club des femmes



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à [contact@ceriseslacooperative.info](mailto:contact@ceriseslacooperative.info)

Abonnement gratuit en ligne  
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>

## LA COMMUNE DE 1871 ET LA CULTURE

Pour la Commune, l'ancrage de la culture participe de l'identité du peuple : « pour se parler, encore faut-il que l'autre soit à la hauteur » ; ou « le droit et la liberté de s'instruire ». L'action culturelle ne vient pas en plus du pain réclamé mais en fait partie. Trois vecteurs ont été privilégiés, reprenant en cela l'héritage de la Révolution française...

- L'École rendue publique, échappe dès le 6 mai à l'Église et au privé. Laïcité et gratuité. Avec des soucis encore actuels : « on ne farcit pas les cervelles, on fait appel à l'expérience ». Apparition des écoles professionnelles et des cours du soir. Avec la revendication d'associer étude et plaisir. Et signe profond : tout cet édifice est ouvert aux filles.

Le 17 mai organisation des crèches : « se cultiver commence avec l'éveil des tout petits ».

Et si nécessaire, prévoir la nourriture et la prise en charge de l'habillement des enfants les plus pauvres (garçons et filles).

- Les musées. 1792 avait commencé à faire de résidences des privilégiés et de leurs collections des lieux publics. Ce mouvement reprend et s'étend. Le Jardin des Tuileries sera désormais ouvert aux enfants. Des salles connues vont devenir largement publiques pour que le tout-venant puisse accéder à la philosophie, à l'Histoire, à l'Art. Une réorganisation des Beaux-Arts supprime toute censure d'état, et intègre la nécessité de dégager le créateur du poids de l'éditeur.

- La presse et les clubs. Est-ce de la culture ou de la politique ? Bien malin/gne ou bien conformiste qui dissociera culture et politique. Dans ses beaux jours, l'action culturelle du PC occupait une place importante dans la vie culturelle : semaine de la pensée marxiste, salons du livre, création de l'hebdomadaire Les Lettres françaises avec Aragon, les pages cinémas qui faisaient concurrence aux cahiers du cinéma ; le prix littéraire Paul-Vaillant Couturier et j'en passe...

Une des conséquences de la lecture d'une presse libre et de la participation aux clubs aura été une élévation du niveau intellectuel des communards.

Et, nous en héritons.

● **Pierre Zarka**